

Monsieur le Recteur,

Samedi, les personnels de l'éducation, les parents, les jeunes, les militants des mouvements complémentaires de l'école étaient encore des milliers dans les rues de Pau, Bayonne, Mont de Marsan, Agen et Bordeaux. Ils tenaient à dénoncer une politique éducative qui affaiblit par des budgets de régression le service public d'éducation.

Avec les organisations du collectif « un pays, une école, notre avenir » dont notre fédération UNSA Education est membre, ils ont voulu redire leur opposition à des mesures qui amputent l'ambition éducative de notre nation. Ils ont voulu –ensemble- réclamer un véritable dialogue social.

Le gouvernement a commencé à reculer : sur son projet initial de réforme du lycée, sur les suppressions des Rased (réseau d'aide aux enfants en difficulté).

Pourtant le Président de la république dans son discours de St Lô n'a fait aucune annonce novatrice sur l'école. Usant de formules convenues et approximatives, il n'a pas renoncé au cœur de sa politique, c'est à dire les suppressions de postes.

L'UNSA Education appelle à participer largement à la journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier. Avec l'ensemble des fonctionnaires, nous appelons les personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports à la grève et aux manifestations.

Il faut arrêter cette politique aveugle de suppression d'emploi. Il faut ouvrir des négociations salariales. Il faut retirer les projets porteurs de fermetures massives de services de proximité. Il faut redonner les moyens nécessaires au financement des missions publiques. Il faut abandonner cette politique d'austérité imposée aux services de l'Etat.

Dans notre académie, le 1<sup>er</sup> degré va connaître une préparation de rentrée 2009 dans un contexte lié à une chute brutale des postes offerts aux concours : -28%. Cette baisse découle des décisions budgétaires 2009 faisant disparaître 3000 postes de stagiaires. Elle est aggravée par la mastérisation de la formation, dont la conséquence immédiate est de limiter l'accès au métier de professeur des écoles. Avec une hausse moyenne de +1150 élèves attendus, c'est 93 postes qui sont retirés dans

**UNSA ÉDUCATION Aquitaine**

33bis rue de Carros • 33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. : 05.57.59.00.38 • Fax : 05.57.59.00.39

[www.unsa-education.org](http://www.unsa-education.org) • [aquitaine@unsa-education.org](mailto:aquitaine@unsa-education.org)

*l'éducation,  
notre terrain d'action*



*déclaration CTPA du 19/01/2009*

notre académie. Certes , 65 postes doivent être réinjectés en surnombre dans les Rased. Vous voudrez bien d'ailleurs nous présenter la nouvelle ventilation demandée lors du groupe de travail. Malgré cela l'indicateur P/E qui était déjà parmi les plus mauvais dans notre groupe d'académie va se dégrader de façon importante.

En ce premier jour de la semaine officielle des évaluations de CM2, l'UNSA Education tient à vous informer M. le Recteur que deux de nos syndicats ont dénoncé le fait de faire passer des épreuves sur des notions non encore étudiées. Le SIEN (syndicat des inspecteurs) a demandé , je cite « au ministre de l'Education nationale de ne pas imposer la passation systématique de tous les items du protocole d'évaluation. Afin de prendre en compte les caractéristiques particulières de chaque école, il serait cohérent de laisser à l'enseignant le choix des items à ne pas traiter. Eu égard au volume global des remontées prévues, un traitement statistique adapté permettrait au ministre de disposer d'éléments suffisamment précis pour éclairer sa politique éducative et fournirait aux enseignants des bilans plus en adéquation avec le niveau de maîtrise des savoirs réellement dispensés. Ceci présenterait également l'avantage non négligeable d'éviter de placer des élèves en situation d'échec inévitable, ce qui constitue un non-sens pédagogique. »

Le SE (syndicat des enseignants ) quant à lui, je cite toujours « estime que ces évaluations, en mettant en échec artificiellement des élèves ne sont pas à leur service. Cette démarche inacceptable conduirait à :une situation très difficile à gérer dans chaque classe avec les élèves et leurs parents ; un danger d'instruction à charge contre l'école par la centralisation de résultats ainsi faussés. Le SE-UNSA, avait demandé solennellement au Ministre de suspendre cette opération précipitée et mal pensée. Xavier Darcos a pourtant persisté. Dans ces conditions, le SE-UNSA, appellent les personnels à préserver les conditions d'une évaluation profitant effectivement aux élèves et aidant à la communication avec les parents .Il demande donc aux personnels concernés de mettre en oeuvre les consignes suivantes : de ne pas faire passer, les exercices correspondant à des notions non étudiées depuis le début de l'année , ne rendre compte que de des seuls résultats des évaluations aux élèves et aux parents de la classe concernée ; ne transmettre que les résultats anonymés des exercices effectivement passés »

Dans le second degré, 400 élèves de plus sont attendus . Pour l'instant , le solde des emplois fait apparaître +2 mais nous ne connaissons toujours pas la hauteur des suppressions de postes de remplaçants. Rien en tout cas qui permettent d'améliorer l'offre éducative. Nous sommes inquiets sur le projet de carte des formations professionnelles qui fait apparaître une diminution de 543 places de l'offre après 3<sup>ème</sup> pour une baisse de 295 élèves attendus. Certains établissements seront particulièrement fragilisés.

L'ordre du jour particulièrement riche de ce CTPA nous permettra de préciser point par point nos commentaires et avis.

Pour la délégation fédérale,  
Yannick LAVESQUE  
Secrétaire régional

**UNSA ÉDUCATION Aquitaine**

33bis rue de Carros •33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. : 05.57.59.00.38 • Fax : 05.57.59.00.39

[www.unsa-education.org](http://www.unsa-education.org) • [aquitaine@unsa-education.org](mailto:aquitaine@unsa-education.org)

*l'éducation,  
notre terrain d'action*